



Distribution: générale

Date: 20 janvier 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/4

Plans stratégiques de pays

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Plan stratégique de pays – El Salvador (2017–2021)**

Durée	1 <sup>er</sup> avril 2017–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	88 811 554 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

\* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

### **Résumé**

Au cours des cinq dernières années, El Salvador a réalisé des progrès importants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition chronique, la pauvreté et l'inégalité. Toutefois, il reste aux prises avec des problèmes persistants parmi lesquels l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les catastrophes naturelles, l'inégalité entre les sexes, une croissance économique atone, une dette publique élevée et des taux d'homicide considérables.

Le Gouvernement tente de remédier à ces difficultés dans le cadre du Plan quinquennal de développement (2014-2019) et du Plan de sécurité pour El Salvador. Ces deux documents se concentrent sur les mesures de protection sociale à mettre en œuvre pour faciliter l'accès aux services de base et favoriser la production alimentaire et accordent une attention limitée à la nutrition. Le Gouvernement sollicite la coopération du PAM pour renforcer son action dans plusieurs domaines: le cadre national d'action en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le système de protection sociale, les programmes de nutrition, l'aide aux petits exploitants et le renforcement de la résilience.

Le présent plan stratégique de pays définit l'appui que le PAM se propose d'apporter à El Salvador pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays de 2017 à 2021. Il a été conçu pour aider le Gouvernement et ses partenaires à réaliser les effets directs ci-après:

- Effet direct stratégique 1: Les ménages les plus vulnérables ont accès d'ici à 2021 à un programme de protection sociale efficace, productif et tenant compte de la nutrition.

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. M. Barreto  
Directeur régional  
Amérique latine et Caraïbes  
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. N. Grede  
Directeur de pays  
courriel: nils.grede@wfp.org

- Effet direct stratégique 2: La productivité et les revenus des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et de leurs organisations en El Salvador s'améliorent durablement d'ici à 2021.
- Effet direct stratégique 3: Dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire, la résilience des populations et des communautés ciblées face au changement climatique s'améliore d'ici à 2021.
- Effet direct stratégique 4: Les personnes ciblées victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année.
- Effet direct stratégique 5: Les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2021.

Tous les effets directs proposés tendent à renforcer les capacités d'exécution du Gouvernement, tandis que le PAM abandonnera progressivement la mise en œuvre directe de programmes d'assistance alimentaire pour se consacrer à son rôle de conseil en politique et en planification et de développement des capacités. Les effets directs stratégiques sont conformes aux plans du Gouvernement, au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et aux objectifs de développement durable 2 et 17.

Un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en El Salvador mené par un institut national de recherche a élaboré des pistes pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Des consultations et des analyses des avantages comparatifs ont permis de définir les besoins du pays que le PAM est le mieux à même de satisfaire. Ces résultats sont le fruit de concertations avec divers acteurs – bénéficiaires, membres du Gouvernement, organismes des Nations Unies et acteurs de la société civile, du secteur privé et du milieu universitaire. Le plan stratégique de pays fera l'objet d'un examen à mi-parcours en 2019 qui permettra de déterminer s'il est nécessaire d'ajuster les cibles, les besoins et les prévisions de ressources.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour El Salvador (2017-2021) (WFP/EB.1/2017/7/4), pour un coût total pour le PAM de 88,8 millions de dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. El Salvador est le pays d'Amérique centrale le plus petit et le plus densément peuplé. Il compte une population totale de 6,4 millions d'habitants, dont 62 pour cent vivent en milieu urbain. Environ deux millions de Salvadoriens vivent aux États-Unis d'Amérique. Le taux d'homicide y est parmi les plus élevés au monde.
2. Au cours des cinq dernières années, le pays a réalisé des progrès importants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition chronique, la pauvreté et l'inégalité. Toutefois, il reste aux prises avec des problèmes persistants, parmi lesquels l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les catastrophes naturelles, l'inégalité entre les sexes, une croissance économique atone, une dette publique élevée et un taux de criminalité considérable.
3. La Faculté des sciences sociales d'Amérique latine, en collaboration avec le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN)<sup>1</sup>, a réalisé un examen stratégique national Faim zéro. Les sections ci-après se fondent sur les conclusions de cet examen et les consultations qui l'ont accompagné.

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

#### *Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2*

4. *Accès à la nourriture toute l'année.* Bien que l'insécurité alimentaire ait diminué au cours de la dernière décennie, les Salvadoriens – et notamment les femmes des zones rurales de l'est du pays – n'ont toujours pas les moyens économiques d'accéder à une nourriture nutritive et variée<sup>2</sup>. Une analyse du coût du régime alimentaire a montré qu'à l'échelle nationale, 23 pour cent des ménages n'avaient pas les moyens de s'offrir une alimentation nutritive, contre 43 pour cent dans l'est du pays<sup>3</sup>.
5. *Mettre un terme à la malnutrition.* La prévalence du retard de croissance a reculé chez les enfants de moins de 5 ans, passant de 19 pour cent en 2008 à 14 pour cent en 2014<sup>4</sup>. Cette baisse constitue un progrès notable bien que la prévalence du retard de croissance soit plus élevée parmi les groupes les plus vulnérables de la population rurale. Le taux de malnutrition aiguë reste bas (2 pour cent). De manière générale, le régime alimentaire en El Salvador se caractérise par une forte consommation de féculents et un faible apport en protéines. La prévalence de l'anémie est de 10 pour cent chez les femmes en âge de procréer et de 26 pour cent chez les jeunes enfants. Le surpoids et l'obésité touchent 60 pour cent des adultes et 6 pour cent des enfants de moins de 5 ans<sup>5</sup>.
6. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Sur la population économiquement active du pays, 14 pour cent sont des agriculteurs, 95 pour cent gagnent moins de 200 dollars par mois et 82 pour cent sont des petits exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance et produisent des céréales de base. Les épisodes de sécheresse récurrents et l'insécurité exacerbent l'insécurité alimentaire et la malnutrition en milieu rural. Les services fournis par les organisations paysannes à leurs membres sont souvent insuffisants, et particulièrement ceux fournis aux femmes, qui sont défavorisées en termes d'accès à la propriété foncière<sup>6</sup>. Bien que le budget de l'agriculture soit parmi les plus faibles d'Amérique latine, le Ministère de l'agriculture distribue régulièrement des semences et des engrais aux paysans.
7. *Viabilité des systèmes alimentaires.* El Salvador est un pays exposé aux catastrophes naturelles – séismes, éruptions volcaniques, sécheresse et inondations. Les dégâts causés par la sécheresse de 2014 et de 2015 se sont montés à 185 millions de dollars au total. D'autres épisodes de sécheresse

---

<sup>1</sup> Faculté des sciences sociales d'Amérique latine. 2016. Diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle en El Salvador.

<sup>2</sup> Enquête polyvalente sur les ménages, 2014.

<sup>3</sup> PAM. 2016. Comblent le déficit en nutriments – Cadre d'analyse de la situation nutritionnelle et outil décisionnel.

<sup>4</sup> Enquête nationale sur la santé, 2014.

<sup>5</sup> Institut de la nutrition d'Amérique centrale et du Panama, 2014.

<sup>6</sup> Service Inter Press. Avril 2016: [ipsnews.net/2016/04/land-tenure-still-a-challenge-for-women-in-latin-america](http://ipsnews.net/2016/04/land-tenure-still-a-challenge-for-women-in-latin-america).

et des inondations occasionnés par El Niño sont attendus dans les années à venir. Bien que 3 500 kilomètres carrés des terres arables salvadoriennes se prêtent à l'irrigation, seuls 9 pour cent étaient irrigués en 2013. Entre 1980 et 2013, la dépendance du pays à l'égard des importations est passée de 11 à 87 pour cent pour le riz, de 5 à 13 pour cent pour les haricots et de 3 à 32 pour cent pour le maïs. Tout le blé consommé en El Salvador est importé. Depuis 2009, des changements intervenus dans la politique agricole ont permis de réduire la dépendance à l'égard des importations de produits de base, notamment le maïs.

### ***Environnement macroéconomique***

8. Une croissance économique atone et une dette publique élevée empêchent le Gouvernement d'accroître l'envergure de ses programmes de protection sociale. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2 pour cent par an au cours des cinq dernières années et devrait stagner ces prochaines années, réduisant encore la capacité des pouvoirs publics d'augmenter les dépenses<sup>7</sup>. El Salvador est largement tributaire des envois de fonds de ses migrants et de l'économie des États-Unis d'Amérique. Les forts taux de criminalité et de violence menacent le développement social, remettent en question les droits de l'homme, brident la croissance économique, accroissent le coût des pratiques commerciales et découragent l'investissement et la création d'emplois<sup>7</sup>. Pourtant, malgré ces contraintes socioéconomiques, le revenu national brut par habitant a augmenté de 16 pour cent entre 2009 et 2014<sup>8</sup> en raison de l'action engagée par le Gouvernement en faveur d'une croissance plus équitable.

### ***Principaux liens intersectoriels***

9. El Salvador se classe au 116<sup>ème</sup> rang selon l'indice de développement humain<sup>9</sup>, ce qui le place dans la catégorie "moyenne" du développement humain. Entre 1985 et 2014, sa performance par rapport à l'indice de développement humain a progressé de 36 pour cent<sup>9</sup>. Les investissements considérables consentis dans le secteur de la protection sociale ont permis de ramener le taux de pauvreté de 37 à 35 pour cent entre 2010 et 2015, et d'améliorer le coefficient de Gini – mesure des inégalités de revenu – qui est passé de 0,48 en 2008 à 0,37 en 2015<sup>10</sup>. Le pays a également progressé dans le domaine de l'égalité des sexes, puisqu'il se plaçait au 91<sup>ème</sup> rang selon l'indice d'inégalité de genre en 2015<sup>8</sup>. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 17 pour 1 000, et la pauvreté multidimensionnelle touche 35 pour cent de la population<sup>11</sup>.
10. Les taux de pauvreté s'établissent à 39 pour cent en milieu rural et à 33 pour cent en milieu urbain, l'écart de revenus entre citadins et ruraux étant de 41 pour cent<sup>12</sup>. L'écart de revenus des hommes et des femmes est de 16 pour cent et atteint près de 20 pour cent en milieu rural; 48 pour cent des femmes ont accès au marché officiel du travail, contre 79 pour cent des hommes<sup>8</sup>. Le taux de chômage, qui est de 7 pour cent tous groupes d'âge confondus, grimpe à 14 pour cent chez les jeunes<sup>12</sup>. S'agissant de la population économiquement active, deux Salvadoriens sur trois travaillent dans le secteur informel, proportion qui atteint 72 pour cent chez les femmes<sup>13</sup>.

---

<sup>7</sup> Economist Intelligence Unit. Octobre 2016. *El Salvador Country Outlook*.

<sup>8</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2015. Rapport sur le développement humain, El Salvador.

<sup>9</sup> PNUD. 2015. Indice de développement humain.

<sup>10</sup> Direction générale de la statistique et du recensement (DIGESTYC). 2015. Enquête polyvalente sur les ménages.

<sup>11</sup> Secrétariat technique et à la planification de la présidence (STPP) et DIGESTYC. 2015.

Mesure multidimensionnelle de la pauvreté.

<sup>12</sup> DIGESTYC. 2015. Enquête polyvalente sur les ménages.

<sup>13</sup> *The World's Women 2015: Trends and Statistics*: [unstats.un.org/unsd/gender/downloads/worldswomen2015\\_report.pdf](http://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/worldswomen2015_report.pdf).

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

11. L'examen stratégique a mis en évidence des domaines nécessitant des améliorations pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 2. Plus particulièrement, il faudra:
- renforcer les capacités du CONASAN pour qu'il puisse mettre en œuvre une action coordonnée en matière de sécurité alimentaire et de nutrition aux échelons national et infranational, et mobiliser davantage les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile et le secteur privé;
  - intégrer les questions de nutrition dans les programmes de réduction de la pauvreté et de protection sociale, et mettre l'accent sur une amélioration durable de la productivité et des moyens d'existence;
  - tirer le meilleur parti possible du budget limité que le Gouvernement peut consacrer aux programmes de protection sociale pour atteindre les personnes les plus démunies grâce à un ciblage plus efficace et plus efficient et à une optimisation du coût des transferts et des chaînes d'approvisionnement;
  - améliorer le suivi et l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition aux échelons national et infranational pour que les décisions en matière de politiques et de programmes soient davantage fondées sur des données probantes;
  - s'attaquer aux inégalités entre les sexes, qui sont susceptibles d'empêcher la réalisation d'avancées en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de nutrition;
  - aider les petits exploitants à accroître leur productivité et à s'adapter au changement climatique, aider les vulgarisateurs en introduisant de bonnes pratiques agricoles résistantes aux variations climatiques et connecter les petits exploitants aux réserves stratégiques de céréales; et
  - améliorer la coordination entre les organismes travaillant dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la gestion des risques, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.

### 1.4 Priorités du pays

#### *Priorités du Gouvernement*

12. Le Plan quinquennal de développement (2014-2019) pour un pays productif, instruit et sûr<sup>14</sup> a pour ambition de faire d'El Salvador une nation prospère, juste, inclusive, solidaire et démocratique offrant à chacun des perspectives de bien-être. Ce plan comprend un Plan national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2013-2016)<sup>15</sup>, qui préconise une approche intégrée multisectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et un Plan national pour le développement, la protection et l'inclusion sociale (2014-2019)<sup>16</sup>. Au Plan quinquennal de développement viennent s'ajouter le Plan de sécurité pour El Salvador<sup>17</sup>, qui traite de la violence et de la pauvreté, et le Plan national relatif au changement climatique<sup>18</sup>.
13. Le Plan quinquennal de développement (2014-2019) se concentre sur la production et l'accès à l'alimentation (objectif 1) et sur la protection sociale (objectifs 3 et 5). Parmi les autres priorités, on peut citer les partenariats public-privé (objectif 2) et le renforcement des institutions (objectif 11).

---

<sup>14</sup> Gouvernement d'El Salvador. 2014. Plan quinquennal de développement (2014–2019).

<sup>15</sup> CONASAN. 2012. Plan stratégique national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (2013–2016).

<sup>16</sup> STPP. 2013. Plan national pour le développement, la protection et l'inclusion sociale (2014–2019).

<sup>17</sup> Conseil national pour la sécurité et la coexistence des citoyens. 2015. Plan de sécurité pour El Salvador.

<sup>18</sup> Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. 2015. Plan national d'El Salvador relatif au changement climatique.

14. Le CONASAN se compose de représentants du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, du Fonds d'investissement social pour le développement local (FISDL), du Secrétariat technique et à la planification de la présidence (STPP) et de participants d'autres organismes, selon que de besoin. Le STPP est chargé de planifier le système de protection sociale universelle du pays, tandis que le FISDL est responsable de la mise en œuvre des programmes de transferts monétaires assortis de conditions, notamment le Programme de soutien temporaire aux revenus et les programmes de solidarité communautaire. En 2015, les 6 pour cent les plus pauvres de la population ont bénéficié de transferts assortis de conditions.
15. C'est le Ministère de la santé qui met en œuvre la plus grande partie des activités nutritionnelles dans le pays. En 2016, le programme de supplémentation alimentaire du PAM, du Ministère de la santé et du FISDL a couvert 82 pour cent des municipalités. Ce programme, qui prévoit la distribution d'aliments enrichis dans les municipalités ciblées, est tributaire de plusieurs sources de financement et n'est pas toujours adapté en fonction des facteurs qui contribuent à la malnutrition.
16. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage distribue régulièrement des semences de maïs et de haricots ainsi que des engrais aux paysans, et des plans sont à l'étude pour augmenter la superficie des terres irriguées.
17. Les lois et la réglementation nationales préconisées par le Gouvernement et harmonisées au niveau régional par le système d'intégration de l'Amérique centrale exigent d'enrichir le sucre en vitamine A, le sel en iode, et les pâtes et la farine de maïs et de blé en fer et un complexe de vitamine B. El Salvador est le quatrième pays d'Amérique latine à adhérer au mouvement Renforcer la nutrition (SUN)<sup>19</sup>.
18. Le présent plan stratégique de pays (PSP) s'appuie sur les travaux réalisés par le Gouvernement et les acquis importants qu'il a engrangés dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'amélioration de la nutrition, de la protection et de l'inclusion sociales, de la parité des sexes, de l'adaptation au changement climatique et du renforcement des institutions au niveau national et local.

### ***Système des Nations Unies et autres partenaires***

19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2016-2020 est axé sur cinq domaines prioritaires: i) biens et services de base; ii) travail décent et moyens d'existence; iii) consensus, gouvernance démocratique et politiques des pouvoirs publics; iv) résilience; et v) coexistence dans un environnement sûr. Le statut d'El Salvador de pays adhérent à l'initiative des Nations Unies "Unis dans l'action" facilite la collaboration multisectorielle intégrée entre l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement.
20. Le 15 décembre 2015, le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies ont signé un mémorandum d'entente<sup>20</sup> pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et veiller à ce qu'il soit en conformité avec le Plan quinquennal de développement.
21. Le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le CONASAN collaborent au projet de renforcement des capacités intitulé "Promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants". Au titre de sa coopération avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le PAM participe à l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des personnes vivant avec le VIH. Des ONG telles que la Fondation salvadorienne pour la santé et Plan International travaillent en partenariat avec le PAM à la mise en œuvre d'activités nutritionnelles.
22. Les liens récemment mis en évidence entre migrations, violence, moyens d'existence, sécurité alimentaire et nutrition ont encouragé les donateurs à verser des contributions à l'appui des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Gouvernement<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> Mouvement SUN. 2016. [Rapport annuel d'avancement 2016](#).

<sup>20</sup> Gouvernement d'El Salvador. Mémorandum d'entente des Nations Unies.

<sup>21</sup> PAM. 2015. *Link between Food Insecurity and Migration*.

## 2. Incidences stratégiques pour le PAM

### 2.1 Expérience du PAM et enseignements

23. La stratégie de pays du PAM pour 2012-2016 avait pour objectif de renforcer les institutions et de remédier aux déficits de couverture des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition du Gouvernement, y compris dans le cadre d'interventions d'urgence dues à la sécheresse. Les capacités du PAM en matière de politiques et de programmation sont largement reconnues. Ainsi, le PAM a conçu un modèle novateur pour que les populations vulnérables aient accès à des aliments nutritifs produits dans la région; il s'agit d'un dispositif de bons-produits échangeables chez des détaillants locaux qui permet à chacun de disposer de ces produits. Le PAM a également fait preuve d'innovation dans les programmes qu'il a mis en place pour faciliter la participation des petits exploitants aux systèmes alimentaires et qui favorisent l'intégration horizontale et verticale de ces agriculteurs.
24. Les enseignements tirés durant la période 2012-2016 – y compris les leçons tirées des évaluations externes<sup>22</sup> – ont mis en lumière plusieurs impératifs: i) conserver un portefeuille d'activités diversifié pouvant aller de l'assistance technique jusqu'à la mise en œuvre directe de l'assistance alimentaire, notamment dans le cadre d'interventions en cas de catastrophe; ii) renforcer les activités de plaidoyer et de coordination pour transférer le savoir-faire opérationnel du PAM aux partenaires; et iii) diversifier les partenariats et explorer de nouvelles pistes pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment au moyen de partenariats public-privé.
25. Les consultations réalisées avec les partenaires sur les avantages comparatifs du PAM ont mis en exergue les atouts de celui-ci, à savoir: i) sa capacité d'exécution rapide et économique; ii) ses partenariats solides avec des acteurs dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition; iii) sa crédibilité; iv) son aptitude à donner des conseils sur la conception de politiques et de programmes multisectoriels et multipartenaires; v) sa capacité à atteindre des communautés vivant dans des zones reculées; et vi) ses programmes mettant à profit les constatations issues de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, ainsi que du suivi et de l'évaluation.

### 2.2 Potentialités pour le PAM

26. L'examen stratégique a déterminé les domaines dans lesquels le PAM est bien placé pour apporter son concours, à savoir:
  - aider le Gouvernement à assister les populations vulnérables touchées par des crises et le secondar dans les secteurs de la préparation aux situations d'urgence et de la coordination;
  - renforcer le cadre d'action institutionnel en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et favoriser la multisectorialité des interventions de même que la décentralisation des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition;
  - renforcer l'action menée par le Gouvernement pour améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'équité de son programme de protection sociale en y ajoutant une dimension nutritionnelle;
  - contribuer à la réalisation de l'objectif du Gouvernement visant à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'égalité des sexes, et chercher des solutions aux problèmes que posent la violence, la migration et la sécurité;
  - contribuer aux efforts déployés par le Gouvernement et les communautés pour atténuer les risques climatiques et mettre en œuvre des mesures d'adaptation;
  - aider les institutions gouvernementales à mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation fondés sur des données probantes; et

---

<sup>22</sup> Krieger, D. 2014. *Impact Evaluation Report: the Impact of P4P on Farmer Organisations and Smallholder Farmers in El Salvador*; PAM. 2016. Intervention prolongée de secours et de redressement pour l'Amérique centrale 200490: Rétablir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence en venant en aide aux groupes vulnérables touchés par des chocs récurrents en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua: évaluation d'une opération.

- promouvoir la coopération Sud-Sud dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

### 2.3 Réorientations stratégiques

27. Le PAM continuera de faire preuve de souplesse en matière d'assistance technique et d'appui aux interventions du Gouvernement; pour ce faire, il aura recours à des approches novatrices pour faire face aux crises et contribuera au développement de systèmes de protection sociale qui soient productifs, aptes à bien réagir aux chocs et qui tiennent compte de la nutrition.
28. Le PAM aidera le Gouvernement à améliorer le rapport coût-efficacité de ses programmes en renforçant les mécanismes d'exécution et les stratégies de ciblage. Il misera sur ses partenariats pour faciliter la réalisation conjointe d'activités par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et des organisations internationales.
29. Le PAM continuera de développer la plateforme d'exécution des transferts de type monétaire pour qu'elle soit efficiente et efficace et stimule l'économie locale, les petites entreprises et l'entrepreneuriat communautaire. Dans la mesure du possible, les transferts du PAM transiteront par les plateformes du Gouvernement.
30. Le PAM mettra à profit ses atouts en matière de collecte et d'analyse de données et sa capacité à fournir une assistance alimentaire pour aider ses partenaires à combler le manque de données et à apporter des éléments probants sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il prendra en considération les besoins différents des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
31. Le PAM introduira dans son portefeuille des activités à dimension nutritionnelle et encouragera les changements de comportement et l'autonomisation des femmes en s'appuyant sur ses partenariats, notamment ceux passés avec le secteur privé.
32. Étant donné que les femmes et les filles sont particulièrement exposées à la violence<sup>23</sup> et à l'insécurité alimentaire, leur protection constituera une priorité pour toutes les activités du PAM, conformément aux dispositions de la stratégie régionale et du plan d'action du bureau de pays en matière de problématique hommes-femmes. Une attention particulière sera accordée aux écarts de revenus entre hommes et femmes et aux besoins des femmes en matière de protection, notamment dans les zones urbaines où la violence est très présente.

## 3. Orientation stratégique du PAM

### 3.1 Direction, orientations et impact escompté

33. Le PSP pour 2017-2021 brosse les grandes lignes de l'aide qu'apportera le PAM à El Salvador en vue d'éliminer la faim. Il s'inscrit dans la logique du PNUAD, du Plan quinquennal de développement (2014-2019), du Plan de sécurité pour El Salvador, du Plan national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2013-2016), du Plan national pour le développement, la protection et l'inclusion sociale (2014-2019) et du Plan national relatif au changement climatique. Suivant le résultat de l'élection présidentielle de 2019, le PSP pourrait être réajusté en fonction des nouvelles priorités gouvernementales.
34. Le PSP aidera le Gouvernement et ses partenaires à obtenir les effets directs suivants:
  - *Effet direct stratégique 1:* Les ménages les plus vulnérables ont accès d'ici à 2021 à un programme de protection sociale efficace, productif et tenant compte de la nutrition (cible 2 de l'ODD 2).
  - *Effet direct stratégique 2:* La productivité et les revenus des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et de leurs organisations en El Salvador s'améliorent durablement d'ici à 2021 (cible 3 de l'ODD 2).
  - *Effet direct stratégique 3:* Dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire, la résilience des populations et des communautés ciblées face au changement climatique s'améliore d'ici à 2021 (cible 4 de l'ODD 2).

<sup>23</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2016. Rapport sur El Salvador.

- *Effet direct stratégique 4:* Les personnes ciblées victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année (cible 1 de l'ODD 2).
  - *Effet direct stratégique 5:* Les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2021 (cible 9 de l'ODD 17).
35. Tous les effets directs stratégiques sont axés sur le renforcement des services gouvernementaux; les effets directs stratégiques 1 à 4 correspondent aux activités que le PAM mènera en collaboration avec le Gouvernement. Le PAM diminuera graduellement son assistance alimentaire directe pour mettre l'accent sur les activités de plaidoyer et de développement des capacités, sur l'innovation, les projets pilotes et les opérations intégrées. Le PSP améliorera la capacité du Gouvernement à planifier et mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces, économiques et bien ciblés.
36. L'assistance du PAM ira en priorité aux personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, et plus particulièrement aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Une attention spéciale sera accordée aux adolescentes, aux jeunes filles et aux jeunes garçons menacés par l'insécurité ainsi qu'aux petits exploitants vivant dans des régions en proie à l'insécurité alimentaire ou à la violence. Des stratégies novatrices de communication avec les bénéficiaires seront associées à des programmes de protection sociale inclusifs et productifs, tenant compte de la problématique hommes-femmes et de la nutrition. À tous les stades du système alimentaire, le PAM aidera le Gouvernement à: i) accroître la disponibilité sur le marché d'aliments nutritifs et abordables; ii) faire en sorte que les programmes de protection sociale donnent aux personnes les plus vulnérables accès à des aliments nutritifs; et iii) créer une demande d'aliments sains et nutritifs et contribuer à prévenir les carences en micronutriments, le retard de croissance, le surpoids et l'obésité en encourageant les changements de comportement.
37. Outre leur dimension nutritionnelle, les effets directs stratégiques du PAM doivent avoir un impact positif sur les systèmes alimentaires nationaux – bénéficier aux petits exploitants en tant que producteurs, détaillants et consommateurs. Sur la base de ses effets directs stratégiques, le PAM prônera la mise en commun de meilleures pratiques novatrices, renforcera les capacités de ses partenaires en la matière et leur donnera des conseils; il prendra également en compte la question de l'égalité des sexes dans tous les plans et processus. Les activités sont conçues de manière à s'intégrer aux interventions nationales pour obtenir des effets durables.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés produits escomptés et activités essentielles**

#### ***Effet direct stratégique 1: Les ménages les plus vulnérables ont accès d'ici à 2021 à un programme de protection sociale efficace, productif et tenant compte de la nutrition***

38. Le PAM mettra à profit son expérience en matière de transferts de type monétaire destinés à des femmes enceintes et à des mères allaitantes, des enfants de moins de 2 ans, des adolescents ou des jeunes vulnérables – femmes et hommes – pour contribuer à une meilleure intégration du système national de protection sociale et à une meilleure prise en compte de la problématique hommes-femmes et de la nutrition. Le PAM aidera le Gouvernement à ouvrir davantage l'accès aux programmes de protection sociale en renforçant la plateforme de transferts de type monétaire et en la rendant plus efficace, le but étant d'améliorer le ciblage, la conception des programmes et le suivi des conditions d'octroi de l'aide afin que les objectifs liés à la productivité, à l'autonomisation des femmes et à la nutrition soient effectivement atteints.
39. Les secteurs public et privé seront mobilisés pour mieux sensibiliser les ménages aux avantages d'une bonne nutrition, d'une alimentation variée et de styles de vie sains, et faire ainsi en sorte que tant les femmes que les hommes participent à la prévention des carences en micronutriments et à la diminution du retard de croissance, du surpoids et de l'obésité.
40. Cet effet direct est conforme à l'effet direct 5 du Plan quinquennal de développement (2014-2019) (Inclusion et protection sociale pour le bien-être de tous), cible M.5.3 (Réduction de 3 pour cent de l'extrême pauvreté), et aux effets directs 1 (Biens et services de base), 2 (Travail décent et moyens d'existence) et 5 (Coexistence dans un environnement sûr) du PNUAD.

### **Domaines d'action privilégiés**

41. L'effet direct stratégique 1 est axé sur les causes profondes; il soutient le système de protection sociale du Gouvernement pour remédier à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en encourageant les changements de comportement et en fournissant un appui technique.

### **Produits escomptés**

42. Six produits contribueront à la réalisation de cet effet direct:
- Les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient de transferts de type monétaire pour se procurer des aliments nutritifs spécialisés disponibles à la vente sur tout le territoire.
  - Les adolescents et les jeunes – femmes et hommes – en butte à la violence et à la criminalité et exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle participent à des programmes ciblés productifs et bénéficient de transferts de type monétaire.
  - Des formations en matière de pratiques diététiques saines, de nutrition et d'hygiène sont intégrées à l'ensemble des programmes, et la teneur des messages ainsi que les instruments de communication sont adaptés aux différents groupes, suivant qu'il s'agit de femmes, d'hommes, de filles ou de garçons.
  - Le système national de protection sociale tient compte des questions de nutrition, et certains programmes prévoient des activités rémunératrices.
  - Le système national de protection sociale tient un seul registre des bénéficiaires, et les critères de ciblage qu'il utilise incluent des données sur la pauvreté et la malnutrition.
  - Le système national de protection sociale est économiquement rationnel, efficient, équitable et peut être mobilisé en cas de situation d'urgence majeure.

### **Activités essentielles**

43. *Activité 1: Fournir une assistance technique pour renforcer le système de protection sociale (résultat stratégique 2: Améliorer la nutrition; catégorie d'activité 9: Renforcement des capacités institutionnelles).* L'assistance technique fournie par le PAM servira à: i) renforcer le système de protection sociale en El Salvador et faciliter une montée en puissance temporaire de ses activités en cas de choc; ii) améliorer le ciblage; iii) renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation; iv) faire en sorte que la programmation favorise une évolution des relations entre les sexes et tienne compte de la nutrition; et v) venir en aide aux victimes de catastrophes, aux familles touchées par le VIH et à d'autres populations vulnérables.
44. *Activité 2: Compléter les transferts d'aide du Gouvernement aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 2 ans (résultat stratégique 2: Améliorer la nutrition; catégorie d'activité 6: Prévention de la malnutrition).* Compte tenu des contraintes budgétaires du Gouvernement, le PAM continuera d'effectuer des transferts directs axés sur la nutrition en faveur des groupes de population ciblés. Ces transferts transiteront de plus en plus par le système national de protection sociale. L'enquête de 2016 sur la malnutrition – rapport poids/taille et taille/âge – dans les écoles primaires fournira des informations actualisées sur l'état nutritionnel des enfants par commune. Les résultats de cette enquête seront publiés au cours du premier trimestre de 2017 et guideront le ciblage des zones géographiques où une composante nutritionnelle doit être ajoutée aux transferts monétaires assortis de conditions effectués par le FISDL. Cette activité ciblera les ménages les plus menacés par la malnutrition, et les communes où les taux de retard de croissance sont élevés continueront de recevoir une supplémentation alimentaire généralisée. Le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) aideront le Ministère de la santé à revoir la teneur en nutriments et la composition des aliments nutritifs distribués aux enfants de 6 à 23 mois et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans le cadre des programmes de supplémentation alimentaire du Gouvernement. L'objectif de cet examen est de sélectionner le produit le mieux adapté à la prévention des carences en micronutriments et du retard de croissance tout en atténuant les risques d'augmentation du surpoids et de l'obésité.

45. *Activité 3: Soutenir les transferts d'aide du Gouvernement aux adolescents et aux jeunes – femmes et hommes (résultat stratégique 2: Améliorer la nutrition; catégorie d'activité 1: Transferts de ressources assortis de conditions).* Le PAM aidera le Gouvernement à cibler les adolescents et les jeunes – femmes et hommes – en butte à la violence et à la criminalité devant bénéficier de transferts de type monétaire assortis de conditions dans le cadre de programmes productifs à dimension nutritionnelle adaptés à leur âge. Ces programmes tiendront compte de chaque contexte afin de pouvoir répondre aux besoins des bénéficiaires, notamment des filles et des femmes, en matière de protection. Cette activité encouragera les changements de comportement alimentaire et prévoira des formations axées sur les compétences sociales afin de donner aux jeunes les moyens de trouver un travail à l'avenir. Elle facilitera également la création d'actifs communautaires grâce à des opérations de remise en état des espaces publics et d'aménagement de jardins potagers collectifs en milieu urbain, lesquelles assureront aux participants un revenu supplémentaire. Cela permettra aux groupes vulnérables d'améliorer leurs moyens d'existence et de ne plus être tributaires de ce programme grâce à une amélioration durable de leur sécurité alimentaire et de leur nutrition et à une diminution des risques de surpoids et d'obésité. Cette activité est conforme au Plan de sécurité pour El Salvador, pour lequel la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont les causes principales de la criminalité, et contribue aux efforts du Gouvernement visant à briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la violence.

***Effet direct stratégique 2: La productivité et les revenus des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et de leurs organisations en El Salvador s'améliorent durablement d'ici à 2021***

46. Cet effet direct a pour objectif d'aider le Ministère de l'agriculture et de l'élevage à fournir des services aux organisations paysannes et à leurs membres qui sont menacés par l'insécurité alimentaire et disséminés dans tout le pays. Tirant parti des enseignements du programme pilote des Achats au service du progrès<sup>22</sup>, les activités de l'effet direct stratégique 2 élargiront l'action menée par le PAM auprès des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire en améliorant la capacité des organisations paysannes à avoir accès aux marchés et à répondre aux besoins différents des agriculteurs et des agricultrices. Seront sélectionnés les paysans correspondant à la définition du terme "petit exploitant" établie par le Gouvernement<sup>24</sup>. Les petits exploitants qui ont peu accès aux marchés, sont vulnérables au changement climatique et sont membres – ou membres potentiels – d'organisations paysannes seront ciblés en priorité. En partenariat avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le PAM encouragera la constitution d'organisations paysannes; il les formera aux meilleures pratiques de gestion et de commercialisation; et il leur apportera une assistance technique pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'activités et assurer une participation égale des femmes et des hommes, y compris à la prise de décisions. Le PAM soutiendra les programmes de réduction et de transfert des risques liés au système national de protection sociale.
47. Le PAM soutiendra également l'action engagée par le Gouvernement pour accroître la disponibilité de produits alimentaires sur les marchés, notamment dans les régions en proie à l'insécurité alimentaire. Par l'intermédiaire des associations paysannes, le PAM améliorera l'accès des petits exploitants aux marchés formels publics et privés en réponse à la demande de produits nutritifs et abordables, grâce à des activités conçues pour assurer un accès égal aux petits agriculteurs et agricultrices. En partenariat avec le Gouvernement, le PAM renforcera les capacités nécessaires pour que les pouvoirs publics puissent prendre en main l'intégralité des processus, des méthodes et du savoir-faire technique requis pour aider les organisations paysannes dans tout le pays.
48. Cet effet direct est conforme à l'effet direct 1 du Plan quinquennal de développement (2014-2019) (Travailler dans la dignité et assurer une croissance inclusive), cible M.1.2 (Accroissement de 85 pour cent en moyenne de l'autosuffisance en produits alimentaires de base), et à l'effet direct 2 (Travail décent et moyens d'existence) du PNUAD.

---

<sup>24</sup> L'enquête de recensement agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage de 2007-2008 définit un petit exploitant comme "un paysan qui consomme la majeure partie de sa production et vend sa production excédentaire pour subvenir à ses besoins de subsistance. Ses activités consistent principalement à faire pousser des céréales de base, à élever quelques animaux (pour la production, les labours ou le transport) et à cultiver quelques arbres fruitiers."

### ***Domaines d'action privilégiés***

49. Les domaines d'action privilégiés de cet effet direct stratégique sont le renforcement de la résilience des petits exploitants, hommes et femmes, exposés de manière récurrente à l'insécurité alimentaire, l'accès aux marchés et la réduction des risques.

### ***Produits escomptés***

50. Deux produits contribueront à réaliser cet effet direct:
- Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et son organe de vulgarisation agricole, le Centre national de technologie agricole et forestière, disposent d'un personnel bien formé et de cadres d'action et de programmes améliorés pour accroître la productivité des petits exploitants et leur assurer un accès inclusif et équitable aux marchés.
  - Les organisations paysannes offrent un meilleur soutien aux petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et s'implantent de plus en plus sur les marchés formels.

### ***Activités essentielles***

51. *Activité 4: Apporter une assistance technique au Ministère de l'agriculture et de l'élevage et au Centre national de technologie agricole et forestière (résultat stratégique 3: Accroître la productivité; catégorie d'activité 9: Renforcement des capacités institutionnelles).* Le PAM continuera de collaborer avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, en particulier l'unité des activités agroalimentaires et celle des coopératives agricoles, et avec le Centre national de technologie agricole et forestière pour améliorer les connaissances, la compétitivité et l'accès aux marchés des petits agriculteurs et agricultrices exposés à l'insécurité alimentaire et de leurs associations. Les activités de développement des capacités prévoient la formation du personnel du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et du Centre national de technologie agricole et forestière, ainsi que la mise en place de plateformes inclusives visant à promouvoir les meilleures pratiques et les politiques favorisant l'égalité d'accès aux marchés publics, aux services de vulgarisation et aux subventions agricoles.
52. *Activité 5: Renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et de leurs organisations (résultat stratégique 3: Accroître la productivité; catégorie d'activité 7: Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants).* Le PAM concentrera son action sur l'amélioration des connaissances, de la compétitivité et de l'accès aux marchés des petits exploitants et de leurs organisations; il s'assurera que les activités sont adaptées au contexte, aux besoins et aux priorités des petits exploitants, femmes et hommes, et de leurs organisations. Le PAM dispensera des formations aux organisations paysannes sur les meilleures pratiques de gestion et de commercialisation pour développer leurs capacités de production à long terme, de gestion, de vente, de manutention après-récolte et de fabrication, et pour améliorer leur accès aux marchés publics et privés. En outre, il aidera les petits agriculteurs à améliorer leurs méthodes de production et à adopter des pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique pour améliorer leur compétitivité. Dans le cadre de ses partenariats avec les Ministères de la santé et de l'éducation, le PAM fera campagne pour que les produits alimentaires destinés aux programmes nationaux de protection sociale soient achetés localement auprès de petits exploitants.

### ***Effet direct stratégique 3: Dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire, la résilience des populations et des communautés ciblées face au changement climatique s'améliore d'ici à 2021***

53. Cet effet direct a pour but d'accroître la résilience et d'améliorer les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables par le biais d'activités d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs, contribuant ainsi à aider les petits agriculteurs à s'adapter au changement de climat. Pour atteindre ce but, le PAM travaillera avec des partenaires en mesure d'apporter des ressources complémentaires et des capacités techniques pour mettre en œuvre des activités rémunératrices et de développement des capacités adaptées au contexte. Le PAM privilégiera la participation des

femmes aux activités productives pour accroître le nombre de petites agricultrices – qui ne représentent actuellement que 12 pour cent des petits exploitants<sup>25</sup>.

54. Le PAM aidera El Salvador à progresser sur la voie du développement humain et mettra à disposition une assistance technique ainsi que des intrants et des actifs respectueux de l'environnement pour promouvoir la résilience face au changement climatique et le développement durable dans les communautés ciblées. Il adoptera une approche associant investissements productifs, gestion des connaissances et participation communautaire pour obtenir un impact durable et équitable. Mettant à profit les connaissances spécialisées des organismes ayant leur siège à Rome, le PAM maximisera l'impact de ces activités en suivant la logique du cadre d'action commun qu'ils ont établi pour renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition<sup>26</sup>.
55. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le Secrétariat à l'inclusion sociale – et notamment son programme phare *Ciudad Mujer* –, la FAO et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. La participation des administrations locales, des ONG et des associations de développement communautaire garantira la viabilité des activités et pourrait encourager les autorités nationales et locales à reproduire la même approche dans d'autres communautés.
56. Cet effet direct est conforme à l'effet direct 7 du Plan quinquennal de développement (2014-2019) (Vivre en sécurité), cible M.7.1 (Réduction de 1 pour cent de la perte de croissance du PIB due aux effets du changement climatique), et à l'effet direct 4 (Résilience) du PNUAD.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

57. L'effet direct stratégique 3 est axé sur le renforcement de la résilience et l'adaptation au changement climatique.

#### ***Produits escomptés***

58. Quatre produits contribueront à la réalisation de cet effet direct:
  - Les liens entre le changement climatique et l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont analysés pour définir les vulnérabilités et les mesures d'adaptation appropriées à mettre en place aux échelons national et local.
  - L'information sur le climat est largement diffusée et prise en compte dans les décisions.
  - Des actifs utiles à la subsistance et résilients face au changement climatique sont remis en état ou créés.
  - Les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire renforcent leur capacité d'adaptation grâce à une mise en commun des connaissances et à l'adoption de meilleures pratiques agricoles adaptées au changement climatique.

#### ***Activités essentielles***

59. *Activité 6: Renforcer la capacité du Gouvernement à aider la population à s'adapter au changement climatique (résultat stratégique 4: Systèmes alimentaires viables; catégorie d'activité 12: Analyse, évaluation et suivi).* Une analyse de l'interaction entre le changement climatique et l'insécurité alimentaire permettra de définir les vulnérabilités et les mesures d'adaptation appropriées à mettre en place aux échelons national et local. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour offrir aux petits agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire une information de meilleure qualité et leur donner les moyens de faire de meilleurs choix concernant leur exploitation. Cela permettra de veiller à ce que les petits agriculteurs et agricultrices et leurs communautés soient bien informés et associés à l'action menée, grâce à des activités de communication efficaces. Pour atteindre cet objectif, il faudra renforcer les capacités du Gouvernement en matière de suivi et d'analyse, élaborer du matériel d'information adapté aux

<sup>25</sup> Ministère de l'agriculture et de l'élevage. 2009. Recensement agricole 2007–2008.

<sup>26</sup> PAM, FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA). 2015. Renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

besoins des agriculteurs et mettre au point des outils de diffusion de l'information peu coûteux et inclusifs.

60. *Activité 7: Donner les moyens aux petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire d'adopter des pratiques agricoles améliorées et viables (résultat stratégique 4: Systèmes alimentaires viables; catégorie d'activité 2: Création d'actifs et appui aux moyens d'existence).* Les petits agriculteurs qui exploitent des microbassins versants dégradés et sont menacés par l'insécurité alimentaire bénéficieront d'activités de renforcement de la résilience participatives et inclusives prévoyant la reconstitution et le développement de moyens d'existence viables et peu risqués. L'objectif est de renforcer la capacité des petits exploitants à s'adapter au changement climatique et, en dernier ressort, d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, les donateurs, des universités et d'autres organismes des Nations Unies pour améliorer les pratiques de conservation et de gestion des sols et des eaux et promouvoir la diversification des cultures et le reboisement chez les petits exploitants victimes du changement climatique. Les programmes seront conçus et mis en œuvre en suivant l'approche à trois niveaux du PAM. L'analyse intégrée du contexte permettra de cibler les zones géographiques prioritaires, et la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence aidera à concevoir des plans opérationnels pluriannuels et multisectoriels tenant compte des activités saisonnières et de la problématique hommes-femmes. On aura recours à une approche intégrée de planification participative communautaire pour concevoir, planifier et mettre en œuvre des activités de conservation des sols, de diversification des cultures, de gestion de l'eau et autres mesures complémentaires, toutes destinées à accroître la productivité et la résilience des petits exploitants.

***Effet direct stratégique 4: Les personnes ciblées victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année***

61. L'action prévue par le PAM pour atteindre cet effet direct s'inscrira dans le prolongement de l'appui apporté au Gouvernement ces dix dernières années dans le domaine des capacités d'intervention d'urgence<sup>27</sup>. Le PAM continuera d'apporter une aide complémentaire au travail mené par le Gouvernement pour fournir une assistance alimentaire et faciliter le relèvement rapide des hommes, des femmes, des garçons et des filles victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente, en collaboration avec d'autres pays de la région si nécessaire. L'analyse des situations d'urgence effectuée par le PAM tiendra compte des tendances et des données historiques concernant les catastrophes et, pour la planification des interventions d'urgence – qui se fera en consultation avec le Gouvernement et d'autres partenaires –, le PAM aura recours à des outils tels que l'approche à trois niveaux.
62. Les activités mises en œuvre au titre de cet effet direct comprennent des composantes de secours et de redressement rapide dont la mise au point repose sur une méthode de planification fondée sur des données probantes et une analyse de l'indice des capacités de préparation aux situations d'urgence établi par le PAM; leur durée ne devrait pas dépasser six mois. La priorité accordée aux activités de redressement rapide permettra d'assurer que l'assistance sera axée le plus tôt possible sur le renforcement durable de la résilience en facilitant son intégration au système de protection sociale du Gouvernement et à d'autres programmes mis en œuvre par le PAM et ses partenaires pour améliorer la résilience. Le PAM diminuera progressivement son assistance alimentaire directe tout en contribuant, dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale, à renforcer la résistance des communautés face aux chocs. Tant la composante de secours que celle de redressement rapide s'inscrivent dans la stratégie plus large du PAM qui prévoit de renforcer les capacités du Gouvernement dans le domaine de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise de manière à préserver l'accès de la population à la nourriture. À cet effet, le PAM collaborera avec le Ministère de la gouvernance et du développement territorial, le Secrétariat à la vulnérabilité, la Direction générale de la protection civile et le Secrétariat à l'inclusion sociale.

<sup>27</sup> PAM. 2016. Évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement Amérique centrale 200490.

63. Cet effet direct est conforme à l'effet direct 7 du Plan quinquennal de développement (Vivre en sécurité), cible M.7.2 (Augmentation de 20 pour cent du nombre de communes à risque ayant accès à des systèmes d'alerte rapide), et à l'effet direct 1 (Biens et services de base) du PNUAD.

#### **Domaines d'action privilégiés**

64. Le domaine d'action privilégié de l'effet direct stratégique 4 est les interventions en cas de crise; elles sont axées sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons les plus vulnérables victimes de situations d'urgence.

#### **Produits escomptés**

65. Cinq produits contribueront à réaliser cet effet direct:
- Les bénéficiaires ciblés victimes de chocs reçoivent des vivres ou des transferts de type monétaire.
  - Des actifs sont créés ou remis en état pour faciliter le redressement immédiat et le relèvement.
  - Les plans d'urgence nationaux et les systèmes d'alerte rapide sont renforcés.
  - Les institutions gouvernementales sont renforcées et reçoivent un appui pour que leurs interventions d'urgence soient efficaces.
  - Des protocoles sont mis au point pour permettre le suivi et l'évaluation des plans de préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.

#### **Activités essentielles**

66. *Activité 8: Fournir une assistance technique aux institutions gouvernementales pour renforcer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, et en particulier les systèmes d'alerte rapide et de suivi et d'évaluation concernant la sécurité et la nutrition (résultat stratégique 1: Accès à la nourriture; catégorie d'activité 11: Préparation aux situations d'urgence).* Le PAM renforcera la capacité du Gouvernement à mener des exercices d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité faisant appel à des processus de suivi et d'évaluation qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes. Il collaborera avec le CONASAN, le Ministère de la gouvernance et du développement territorial, le Secrétariat à la vulnérabilité, le Secrétariat à l'inclusion sociale et la Direction générale de la protection civile pour: i) contribuer à la mise en place et à l'amélioration de systèmes d'alerte rapide; ii) promouvoir l'utilisation de systèmes d'information pour renforcer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris des données ventilées par sexe et par âge; et iii) mettre en œuvre des technologies novatrices capables de mettre à la disposition du Gouvernement des données de qualité de manière rapide et efficiente. Le PAM contribuera également à la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation des interventions d'urgence qui permettront de dégager les éléments probants et, partant, de prendre des décisions en connaissance de cause et d'allouer au mieux les ressources en temps de crise.
67. *Activité 9: Compléter l'aide transférée par le Gouvernement aux ménages les plus vulnérables victimes de catastrophes pour favoriser la réussite des opérations de secours et de redressement rapide (résultat stratégique 1: Accès à la nourriture; catégorie d'activité 1: Transferts de ressources non assortis de conditions).* Le PAM collaborera avec le Gouvernement pour fournir une assistance alimentaire directe, qu'il s'agisse de transferts de produits alimentaires, de bons ou d'aide monétaire. Il viendra compléter les transferts opérés par le Gouvernement en faveur des ménages et des groupes de population les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, et notamment les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les enfants de 6 à 23 mois. Le choix de la modalité dépendra des évaluations de l'efficacité de chaque type de transfert, des marchés, des considérations relatives à la problématique hommes-femmes et à la protection, et du rapport coût-efficacité. Dans le cadre d'activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs, le PAM encouragera la mise en place d'actifs pour stimuler le redressement rapide et la reconstitution des moyens d'existence et lutter contre la vulnérabilité à long terme face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

***Effet direct stratégique 5: Les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2021***

68. Les contributions du PAM aident à instaurer un cadre institutionnel plus solide capable de faire face aux aspects multidimensionnels problématiques de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
69. Cet effet direct est conforme à l'effet direct 11 du Plan quinquennal de développement (2014-2019) (Le Gouvernement contribue au bien-être de la population et soutient la gouvernance démocratique), à la cible M.11.4 (100 pour cent des organismes gouvernementaux disposent de mécanismes et de cadres institutionnels permettant à la population de participer aux politiques des pouvoirs publics) et à l'effet direct 3 (Consensus, gouvernance démocratique et politiques des pouvoirs publics) du PNUAD.

***Domaines d'action privilégiés***

70. L'effet direct stratégique 5 est axé sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, auxquelles il propose de s'attaquer en renforçant les capacités institutionnelles nationales.

***Produits escomptés***

71. Quatre produits contribueront à réaliser cet effet direct:
- Les capacités du CONASAN sont renforcées pour mieux coordonner les activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
  - Des conseils de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont établis dans les communes les plus touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire.
  - Une plateforme de coordination des secteurs public et privé est établie sous les auspices du réseau d'entreprises SUN.
  - Le Gouvernement participe à la coopération Sud-Sud pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

***Activités essentielles***

72. *Activité 10: Renforcer les capacités du CONASAN aux échelons national et infranational (résultat stratégique 5: Renforcement des capacités; catégorie d'activité 9: Renforcement des capacités institutionnelles).* Le PAM soutiendra les efforts déployés par le CONASAN pour mettre en œuvre la politique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau infranational. Cette activité aidera le Gouvernement à mieux cerner les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, améliorera la coordination entre les partenaires coopérants et contribuera à ce que les décisions stratégiques soient prises en temps voulu à tous les échelons.
73. *Activité 11: Miser sur la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et le réseau d'entreprises SUN pour mettre en commun les meilleures pratiques et les connaissances (résultat stratégique 5: Renforcement des capacités; catégorie d'activité 9: Renforcement des capacités institutionnelles).* Le PAM soutiendra les efforts consentis par le Gouvernement pour améliorer l'efficacité de la coopération en facilitant la coopération Sud-Sud grâce à la mise en commun des connaissances acquises dans le domaine de la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et dans celui de l'adaptation au changement climatique. Le PAM contribuera également aux efforts déployés par le Gouvernement pour agir au sein du mouvement SUN en créant un forum public-privé sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le réseau d'entreprises SUN dressera une feuille de route portant sur les actions ayant une dimension nutritionnelle – y compris la communication sur les changements de comportement – pour s'attaquer au double fléau de la malnutrition sous l'angle d'une stratégie intégrée public-privé.

**3.3 Transition et stratégies de retrait**

74. Chaque effet direct stratégique comporte une composante de renforcement des capacités destinée à faciliter le passage en bon ordre d'une mise en œuvre directe par le PAM à une prise en charge intégrale par les instances nationales. Chaque effet direct sera mis en œuvre conjointement avec le Gouvernement et d'autres partenaires. Le manque de ressources et les contraintes budgétaires

pourraient compromettre la capacité du Gouvernement à assumer l'entièreté des responsabilités d'ici à 2021.

75. Le PAM pourrait continuer à apporter un appui opérationnel tout en remédiant aux déficits de capacités pour permettre la prise en charge intégrale, la coordination et la gestion des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition par le Gouvernement.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

76. L'estimation du nombre de bénéficiaires se fonde sur des facteurs tels que la répétitivité et la gravité des risques naturels, la prévalence de l'insécurité alimentaire, la dégradation des terres, la vulnérabilité face au changement climatique et le type de moyens d'existence. Chaque intervention donnera lieu à un exercice de ciblage auquel participeront les institutions gouvernementales, les autorités locales, les chefs des communautés et d'autres organismes des Nations Unies. Une analyse qualitative sera réalisée pour évaluer le contexte social et la problématique hommes-femmes, notamment la culture locale et les effets potentiels de l'intervention. Les groupes de petits exploitants ciblés au titre des effets directs stratégiques 2, 3 et 4 ne se recouperont pas. Si le ciblage aboutit à un chevauchement de certaines zones géographiques, le bureau de pays enregistrera les bénéficiaires sur la plateforme SCOPE de gestion des bénéficiaires et des transferts du PAM, afin d'éviter le cumul de l'aide.
77. Le bureau de pays aura recours aux outils d'analyse de la situation et de planification du PAM, et appliquera l'approche à trois niveaux en consultation avec le Gouvernement et d'autres grands partenaires. Cela permettra aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons de se voir offrir les mêmes chances, d'avoir un accès équitable aux ressources et de faire entendre leur voix, en toute égalité, lorsque sont prises les décisions concernant leur foyer ou leur communauté. Le PAM recourra également à l'analyse intégrée du contexte pour fournir les informations nécessaires au ciblage des zones géographiques prioritaires.
78. L'enregistrement des bénéficiaires se fera au moyen d'outils de gestion de l'information tels que SCOPE, auxquels viendront s'ajouter les données dont dispose le Gouvernement sur les bénéficiaires. Les transferts au titre des effets directs stratégiques 1, 2, 3 et 4 seront calculés en fonction des besoins d'un ménage moyen de cinq personnes. Le tableau 1 indique le nombre de bénéficiaires recevant des transferts de type monétaire ou des transferts de vivres, ou participant à des activités de formation et de sensibilisation.
79. Chaque effet direct stratégique prévoit le renforcement des capacités des institutions gouvernementales. Les tableaux ci-après n'indiquent pas le nombre d'employés du Gouvernement bénéficiant de ces activités de développement des capacités.

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>				
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Femmes/ filles</b>	<b>Hommes/ garçons</b>	<b>Total</b>
1	2. Soutenir les transferts d'aide du Gouvernement aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 2 ans	63 000	27 000	<b>90 000</b>
	3. Soutenir les transferts d'aide du Gouvernement aux adolescents et aux jeunes – femmes et hommes	23 450	23 450	<b>46 900</b>
2	5. Renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation des petits exploitants et de leurs organisations	128 275	121 725	<b>250 000</b>

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>				
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Femmes/ filles</b>	<b>Hommes/ garçons</b>	<b>Total</b>
3	7. Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs afin de renforcer la résilience face au changement climatique	56 925	46 575	<b>103 500</b>
4	9. Compléter l'aide transférée par le Gouvernement aux ménages les plus vulnérables victimes de catastrophes	188 250	173 750	<b>362 000</b>
	9. Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs afin d'accélérer le relèvement des ménages	114 138	105 358	<b>219 496</b>
<b>TOTAL</b>		<b>574 038</b>	<b>497 858</b>	<b>1 071 896</b>

#### 4.2 Transferts

##### *Transferts de vivres et transferts de type monétaire*

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)</b>			
<b>Effet direct stratégique 1</b>	Les ménages les plus vulnérables ont accès d'ici à 2021 à un programme de protection sociale efficace, productif et tenant compte de la nutrition		
	<b>Activité 2</b>	<b>Activité 3 – moyens d'existence</b>	<b>Activité 3 – formation</b>
	<b>Femmes enceintes et mères allaitantes et enfants âgés de 6 à 23 mois</b>	<b>Jeunes</b>	<b>Jeunes</b>
	<b>Transferts de type monétaire et vivres</b>	<b>Transferts de type monétaire</b>	<b>Transferts de type monétaire</b>
SuperCereal Plus	100	s.o.	s.o.
Total kcal/jour	410	s.o.	s.o.
% kcal d'origine protéique	16	s.o.	s.o.
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,24	0,50	1,50
Nombre de jours d'alimentation (par an)	365	365	90
<b>Effet direct stratégique 3</b>	Dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire, la résilience des populations et des communautés ciblées face au changement climatique s'améliore d'ici à 2021		
	<b>Activité 7</b>		
	<b>Petits exploitants</b>		
	<b>Transferts de type monétaire</b>		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,50		
Nombre de jours d'alimentation (par an)	90		

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)</b>	
<b>Effet direct stratégique 4</b>	Les personnes ciblées victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année
	<b>Activité 9</b>
	<b>Ménages en situation d'insécurité alimentaire</b>
Céréales	400
Légumes secs	60
Huile	25
Sel	5
Sucre	0
SuperCereal	60
Total kcal/jour	2 087
% kcal d'origine protéique	s.o.
Espèces ( <i>dollars/personne/jour</i> )	0,50
Nombre de jours d'alimentation (par an)	90*

\* La moyenne annuelle estimée pour les activités 9 et 10 conjuguées est de 180 jours (soit 90 jours en moyenne par activité).

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR</b>		
<b>Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire</b>	<b>Total (tonnes)</b>	<b>Total (dollars)</b>
Céréales	4 187	2 867 985
Légumes secs	628	992 272
Huile et matières grasses	262	519 415
Aliments composés et mélanges	938	929 834
Autres	52	16 222
<b>TOTAL (produits alimentaires)</b>	<b>6 067</b>	<b>5 325 728</b>
Transferts de type monétaire		41 275 066
<b>TOTAL</b>	<b>6 067</b>	<b>46 600 794</b>

80. Si des transferts sont nécessaires, on privilégiera les transferts de type monétaire, car c'est la modalité la plus efficace et la plus efficace pour garantir l'accès des ménages à une alimentation nutritive et diversifiée au vu des questions de protection et de la problématique hommes-femmes. Par rapport aux distributions de produits alimentaires, les transferts de type monétaire permettent de faire des économies. Les distributions de vivres seront limitées aux situations d'urgence où la nourriture n'est pas disponible sur les marchés.
81. Des aliments nutritifs tels que le SuperCereal Plus seront distribués en nature ou au moyen de bons-produits. Ces derniers seront utilisés en priorité lorsque le SuperCereal Plus ou un équivalent est disponible sur le marché; on aura recours aux transferts en nature dans les communes dépourvues de SuperCereal Plus.

82. En collaboration avec la FAO, le PAM aidera le Centre national de technologie agricole et forestière à développer les capacités des petits exploitants et de leurs coopératives pour diversifier la production. Le développement des capacités sera axé sur la production d'aliments nutritifs et contribuera à l'implantation des petits exploitants sur les marchés pour stimuler les achats locaux et les interventions à dimension nutritionnelle.

#### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

83. Le PAM s'attachera avant tout à renforcer les capacités nationales et locales pour développer les systèmes de protection sociale, la compétitivité des petits agriculteurs et leur accès aux marchés, les systèmes d'information, et les évaluations afin d'améliorer l'analyse relative au changement climatique, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, et le suivi et l'évaluation des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.
84. Au niveau national et régional, le PAM facilitera la mise en commun des données d'expérience, des connaissances, des compétences et des meilleures pratiques pour éliminer la faim et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Il encouragera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en se concentrant sur les pays d'Amérique latine et collaborera avec les organismes ayant leur siège à Rome et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Il coopérera également avec le CONASAN pour diffuser dans d'autres pays les enseignements acquis par le biais du mouvement SUN en El Salvador et, inversement, faire en sorte que les meilleures pratiques appliquées dans d'autres pays soient adaptées à El Salvador. Le PAM collaborera avec le secteur privé pour encourager l'innovation et avec le CONASAN pour établir un réseau d'entreprises SUN. Il facilitera la coopération entre les institutions gouvernementales, les organismes des Nations Unies et les instituts de recherche locaux afin que puissent être recueillies des données probantes destinées à éclairer les activités visant à éliminer la faim.

#### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

85. Le Bureau du PAM en El Salvador continuera de développer son approche novatrice de la chaîne d'approvisionnement. Les bénéficiaires auront accès à des produits alimentaires de base et à des aliments nutritifs par le biais de transferts de type monétaire effectués en partenariat avec des détaillants nationaux et locaux du secteur privé, assurant ainsi des profits équitables aux femmes et aux hommes qui tiennent ces commerces.
86. Les partenariats avec les institutions financières locales seront renforcés pour optimiser l'efficacité de la plateforme des transferts de type monétaire et – à terme – fournir des services supplémentaires au Gouvernement et à d'autres partenaires.
87. Le PAM continuera de faire appel à sa capacité logistique pour distribuer une aide alimentaire durant les premières phases d'une intervention d'urgence et de fournir des articles non alimentaires pour renforcer la résilience. Il donnera la priorité aux achats locaux de denrées, ce qui permettra de mettre les petits exploitants en relation avec les gros commerçants opérant au niveau national, qui sont les principaux acheteurs de produits de base tels que le maïs et les haricots.

#### **4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

88. Le PAM dispose d'une équipe solide dans la capitale, San Salvador, qui supervise les activités dans le pays. Cependant, comme les zones les plus vulnérables se situent dans l'est du pays, moins facilement accessible depuis San Salvador, le Gouvernement hébergera une antenne du PAM à San Miguel pour faciliter la coordination avec les partenaires gouvernementaux et réduire les coûts de déplacement.
89. Le bureau de pays continuera d'investir dans le perfectionnement et les capacités de son personnel pour que l'équipe ait tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre du PSP. L'accent sera mis sur l'acquisition de connaissances dans les domaines suivants: protection sociale, développement agricole, stratégies de réduction des risques en milieu rural, gestion des sols et des eaux, adaptation au changement climatique, marchés de produits alimentaires, analyse et cartographie de la vulnérabilité, et chaînes d'approvisionnement; la problématique hommes-femmes sera prise en compte dans toutes les initiatives de gestion des connaissances et de développement des capacités. Les compétences du personnel seront affinées pour gérer le passage de l'exécution

directe des programmes d'assistance alimentaire au développement des capacités des institutions gouvernementales.

#### 4.5 Partenariats

90. Le Gouvernement est le partenaire privilégié du PAM en El Salvador, et le CONASAN est son homologue principal. Parmi les autres homologues gouvernementaux, on peut citer les Ministères des affaires étrangères, de la santé, de l'agriculture et de l'élevage, de l'environnement et des ressources naturelles, de l'éducation, et de la gouvernance et du développement territorial, le STPP, le FISDL, la Direction générale de la protection civile et le Secrétariat à l'inclusion sociale, avec son programme phare *Ciudad Mujer*.
91. Dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action" promue par l'équipe de pays des Nations Unies, le PAM adoptera une approche coordonnée et concertée avec tous les organismes des Nations Unies pour assurer une mise en œuvre efficace et efficiente du PSP. Pour chaque activité, le PAM établira des partenariats spécifiques adaptés au contexte avec: i) des organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la FAO, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ONU-Femmes et l'OMS; ii) des organisations internationales telles que l'OPS, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et Oxfam; iii) des acteurs de la société civile et des ONG locales tels que la Fondation salvadorienne pour la santé, et des associations de femmes; iv) des donateurs; v) des universités; et vi) des entreprises du secteur privé – médias, sociétés agroalimentaires, détaillants et autres secteurs participant à l'établissement d'un réseau national d'entreprises SUN.
92. Conformément à la politique relative à la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome<sup>28</sup>, le bureau de pays continuera de travailler avec la FAO pour coordonner les activités, partager l'information et les meilleures pratiques et faire campagne pour parvenir à éliminer la faim.
93. Pour atteindre les objectifs du PSP, le PAM renforcera les partenariats intersectoriels. Des approches novatrices seront appliquées avec l'aide d'acteurs du secteur privé tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et nutritionnelle. Le PAM jouera un rôle de coordonnateur au sein des parties prenantes pour veiller à ce que les besoins nutritionnels des personnes les plus vulnérables soient effectivement pourvus.

## 5. Gestion de la performance et évaluation

### 5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

94. Avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM mettra au point un plan de suivi comprenant des indicateurs de mesure des effets directs et des produits; il sera conforme au Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2017-2021 et au Plan quinquennal de développement (2014-2019). Il produira en continu des données probantes qui serviront à tirer des enseignements et, le cas échéant, à ajuster les opérations.
95. Les indicateurs seront mesurés au regard des données existantes ou des nouvelles enquêtes de référence réalisées en 2017. Tous les indicateurs seront ventilés par sexe, âge et, si possible, revenu et milieu de vie (urbain/rural). Les progrès accomplis seront mesurés au moyen d'enquêtes nationales et de rapports sur les projets, et en particulier d'études spécifiques du PAM telles que les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence.
96. Pour assurer le suivi des bénéficiaires, les contrôleurs de terrain du PAM auront des entretiens avec les ménages et des discussions avec les groupes de concertation. Ils auront recours à l'observation directe pour mesurer la création d'actifs et superviser les distributions, et évalueront les progrès réalisés pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau individuel et familial. L'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays (COMET) du PAM permettra de suivre les produits des projets. Des mécanismes novateurs de traitement des réclamations et des informations communiquées en retour par les bénéficiaires seront accessibles à différents groupes de femmes, d'hommes, de filles et de garçons.

---

<sup>28</sup> WFP/EB.2/2016/4-D/Rev.1.

97. Une évaluation de la résilience au niveau régional aura lieu en 2018 et une évaluation décentralisée sera effectuée d'ici à 2019. Une évaluation du portefeuille de pays sera réalisée en 2021 en coordination avec le bureau régional et le Bureau de l'évaluation pour évaluer les progrès accomplis et produire des données probantes pour le prochain PSP.

## 5.2 Gestion des risques

98. Les risques et les mesures d'atténuation ci-après ont été recensés.

### *Risques contextuels*

99. Au vu de sa position géographique, de sa situation géologique et de son histoire, El Salvador est un pays exposé aux catastrophes et à l'instabilité sociale et politique. Les activités prévues dans le cadre des effets directs stratégiques 1, 2 et 4 comprennent des mesures d'atténuation directe de ces risques. Les élections de 2019 pourraient entraîner une rupture au niveau des politiques; le PAM s'efforcera de se prémunir contre ce risque en réalisant un examen à mi-parcours du PSP en 2019 et en adaptant ses plans si nécessaire.
100. La sécurité est également précaire en El Salvador. En 2015, le pays avait le taux d'homicide le plus élevé au monde, à l'exclusion des zones en guerre; l'insécurité est une menace qui pèse constamment sur le personnel du PAM. En collaboration avec les partenaires locaux et le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, le PAM tente actuellement d'atténuer ce risque durant les distributions de vivres et lors des transferts de type monétaire.

### *Risques programmatiques*

101. Il se pourrait que le personnel du PAM n'ait pas les compétences nécessaires pour mettre en œuvre les nouvelles initiatives requises lors du passage de la phase d'exécution directe des activités à celle du renforcement des capacités et de l'intégration aux programmes du Gouvernement. Le PAM atténuera ce risque en renforçant les capacités de son personnel.

### *Risques institutionnels*

102. Compte tenu des tendances de l'aide publique au développement (APD), il est fort probable que les financements ne suffiront pas à couvrir les besoins. Pour atténuer ce risque, le PAM élargira sa base de donateurs et fera campagne pour obtenir des financements à long terme qui permettent de s'attaquer à la faim non seulement en tant que cause de la pauvreté, mais aussi en tant que résultat de celle-ci. Le PAM mettra au point des stratégies de mobilisation conjointe des ressources avec le Gouvernement et d'autres partenaires.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS* (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	5 502 959	9 740 819	4 564 017	3 948 519	3 003 114	<b>26 759 428</b>
2	582 622	1 345 471	1 096 875	1 032 005	949 695	<b>5 006 668</b>
3	3 384 751	6 350 141	4 564 460	2 989 261	1 704 570	<b>18 993 183</b>
4	8 682 607	7 986 778	7 533 748	6 889 611	6 492 631	<b>37 585 375</b>
5	86 734	152 076	96 700	78 562	52 828	<b>466 900</b>
<b>TOTAL</b>	<b>18 239 673</b>	<b>25 575 285</b>	<b>17 855 800</b>	<b>14 937 958</b>	<b>12 202 838</b>	<b>88 811 554</b>

\* Le PAM s'est engagé à allouer, d'ici à 2020, 15 pour cent de l'ensemble des fonds des projets à des activités visant à promouvoir l'égalité des sexes.

## 6.2 Perspectives de financement

103. Le montant net de l'APD reçue par El Salvador a baissé, passant de 276 millions de dollars en 2009 à 98 millions de dollars en 2014<sup>29</sup>, et cette tendance se poursuivra vraisemblablement pour atteindre un niveau très faible à la fin de 2021. En dépit de ce déclin, des ressources considérables sont actuellement affectées à la lutte contre la pauvreté, aux interventions face aux catastrophes et à la résilience dans le cadre de mesures de prévention de la violence.
104. Ces dernières années, le bureau de pays a élargi sa base de donateurs et reçu un appui important de donateurs gouvernementaux habituels, de fondations et du secteur privé. Les grands donateurs publics demeurent résolus à soutenir l'action entreprise par El Salvador pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

## 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

105. Une stratégie détaillée de mobilisation de ressources a été mise au point pour financer l'intégralité du PSP durant la période 2017-2021.
106. Le bureau de pays continuera d'élargir sa base de donateurs en multipliant les contacts avec des donateurs, habituels ou non, en particulier des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des fonds intergouvernementaux, des institutions financières internationales, des entreprises du secteur privé et des fondations.
107. Le Gouvernement pourrait contribuer à la mise en œuvre du PSP en fonction de ses capacités financières et de ses disponibilités.

---

<sup>29</sup> OCDE. 2015. Recettes d'APD et indicateurs choisis pour les pays et territoires en développement.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR EL SALVADOR (2017-2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

**Pays:** El Salvador

**Date de démarrage du PSP:** 01/04/2017 **Date d'achèvement du PSP:** 31/12/2021

## CADRE LOGIQUE

**But stratégique 1:** Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

**Objectif stratégique 2:** Améliorer la nutrition

**Résultat stratégique 2:** Personne ne souffre de la malnutrition (Cible 2 de l'ODD 2)

**Cibles nationales des ODD et indicateurs:** Effet direct 5 du Plan quinquennal de développement – Inclusion et protection sociale pour le bien-être de tous/cible 5.3 – réduction de 3 pour cent de l'extrême pauvreté

**Priorités du PNUAD** 1: biens et services de base; 2: travail décent et moyens d'existence; 5: coexistence dans un environnement sûr

**Effet direct stratégique 1** Les ménages les plus vulnérables ont accès d'ici à 2021 à un programme de protection sociale efficace, productif et tenant compte de la nutrition  
*Dimension nutritionnelle*

**Catégorie d'effet direct correspondante**

2.1 Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

**Indicateurs d'effet direct**

2.1.1 Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

2.1.2 Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

2.1.3 Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

2.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

2.3.1 *Score de capacité Faim zéro*

**CADRE LOGIQUE**

<p><b>Produit 1:</b> Les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient de transferts de type monétaire pour se procurer des aliments nutritifs disponibles à la vente sur tout le territoire <i>Contribue aussi à l'ODD 3</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> A. Ressources non assorties/assorties de conditions transférées B. Aliments nutritifs fournis</p>
<p><b>Produit 2:</b> Les adolescents et les jeunes – femmes et hommes – en butte à la violence et à la criminalité et exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle participent à des programmes productifs et bénéficient de transferts de type monétaire <i>Contribue aussi aux ODD 1, 3 et 10.</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> A. Ressources non assorties/assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p><b>Produit 3:</b> Des formations en matière de pratiques diététiques saines, de nutrition et d'hygiène sont intégrées à l'ensemble des programmes <i>Contribue aussi à l'ODD 3</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p><b>Produit 4:</b> Le système national de protection sociale tient compte des questions de nutrition, et tous les programmes prévoient des activités rémunératrices <i>Contribue aussi aux ODD 1, 3 et 10</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 5:</b> Le système national de protection sociale tient un seul registre des bénéficiaires, et les critères de ciblage qu'il utilise incluent des données sur la pauvreté et la malnutrition <i>Contribue aussi aux ODD 1 et 10</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 6:</b> Le système national de protection sociale est économiquement rationnel, efficient et peut être mobilisé en cas de situation d'urgence majeure <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>

<b>CADRE LOGIQUE</b>	
<b>Activité 1:</b> Fournir une assistance technique au profit du système de protection sociale	<b>Catégorie d'activité correspondante</b> 9. Renforcement des capacités institutionnelles
<b>Activité 2:</b> Compléter les transferts d'aide du Gouvernement aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 2 ans	<b>Catégorie d'activité correspondante</b> 6. Prévention de la malnutrition
<b>Activité 3:</b> Soutenir les transferts d'aide du Gouvernement aux adolescents et aux jeunes – femmes et hommes	<b>Catégorie d'activité correspondante</b> 1. Transferts de ressources assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture
<b>But stratégique 1:</b> Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
<b>Objectif stratégique 3:</b> Assurer la sécurité alimentaire	
<b>Résultat stratégique 3:</b> La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (Cible 3 de l'ODD 2)	
<b>Cibles nationales des ODD et indicateurs:</b> Effet direct 1 du Plan quinquennal de développement – Travailler dans la dignité et assurer une croissance inclusive/cible 1.2 – Accroissement de 85 pour cent en moyenne de l'autosuffisance en produits alimentaires de base	
<b>Priorités du PNUAD 2:</b> travail décent et moyens d'existence	
<b>Effet direct stratégique 2.</b> La productivité et les revenus des petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire et de leurs organisations en El Salvador s'améliorent durablement d'ici à 2021 <i>Dimension nutritionnelle</i>	<b>Catégorie d'effet direct correspondante</b> 3.1 Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants <b>Indicateurs d'effet direct</b> 3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM 3.1.3 Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM 3.1.4 Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant et du type de programme 3.1.9 Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe 3.3.1 Score de capacité Faim zéro

**CADRE LOGIQUE**

<p><b>Produit 1:</b> Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et son organe de vulgarisation agricole, le Centre national de technologie agricole et forestière, disposent d'un personnel bien formé et de cadres d'action et de programmes améliorés pour accroître la productivité des petits exploitants et leur assurer un accès inclusif et équitable aux marchés</p> <p><i>Contribue aussi aux ODD 1, 3, 8, 10, 12, 13 et 15</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées  I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre  J. Réformes de fond identifiées/préconisées  K. Partenariats appuyés  L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés  M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 2:</b> Les organisations paysannes offrent un meilleur soutien aux petits exploitants et s'implantent de plus en plus sur les marchés formels</p> <p><i>Contribue aussi aux ODD 12 et 13</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées  D. Actifs créés  K. Partenariats appuyés  L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés</p>
<p><b>Activité 4:</b> Apporter une assistance technique au Ministère de l'agriculture et de l'élevage et à son organe de vulgarisation agricole, le Centre national de technologie agricole et forestière</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b></p> <p>9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p><b>Activité 5:</b> Renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation des organisations de petits exploitants et de leurs membres</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b></p> <p>7. Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants</p>

**CADRE LOGIQUE**

<b>But stratégique 1:</b> Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
<b>Objectif stratégique 3:</b> Assurer la sécurité alimentaire	
<b>Résultat stratégique 4:</b> Les systèmes alimentaires sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)	
<b>Cibles nationales des ODD et indicateurs:</b> Effet direct 7 du Plan quinquennal de développement – vivre en sécurité/cible 7.1 – Réduction de 1 pour cent de la perte de croissance du PIB due aux effets du changement climatique	
<b>Priorités du PNUAD 4:</b> résilience	
<p><b>Effet direct stratégique 3.</b> Dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire, la résilience des populations et des communautés ciblées face au changement climatique s'améliore d'ici à 2021</p> <p><i>Dimension nutritionnelle<sup>1</sup></i></p>	<p><b>Catégorie d'effet direct correspondante</b></p> <p>4.1 Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres</p> <p><b>Indicateurs d'effet direct</b></p> <p>4.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille</p> <p>4.1.2 Indice des stratégies de survie</p> <p>4.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation</p> <p>4.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence</p> <p>4.1.5 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement</p> <p>4.1.6 Proportion des communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée</p> <p>4.1.7 Score de consommation alimentaire – nutrition</p>
<p><b>Produit 1:</b> Les liens entre le changement climatique et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont analysés pour définir les vulnérabilités et les mesures d'adaptation appropriées à mettre en place aux échelons national et local</p> <p><i>Contribue aussi aux ODD 13 et 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>K. Partenariats appuyés</p> <p>M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>

<sup>1</sup> Les interventions à dimension nutritionnelle seront définies pendant la mise en œuvre du PSP.

**CADRE LOGIQUE**

<p><b>Produit 2:</b> L'information sur le climat est largement diffusée et prise en compte dans les décisions <i>Contribue aussi aux ODD 13 et 15</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 3:</b> Des actifs utiles à la subsistance et résilients face au changement climatique sont remis en état ou créés <i>Contribue aussi aux ODD 12, 13 et 15</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> A. Ressources non assorties/assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées D. Actifs créés G. Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités</p>
<p><b>Produit 4:</b> Les petits exploitants renforcent leur capacité d'adaptation grâce à une mise en commun des connaissances et à l'adoption de meilleures pratiques agricoles adaptées au changement climatique <i>Contribue aussi aux ODD 12, 13 et 15</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées G. Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités</p>
<p><b>Activité 6:</b> Renforcer la capacité du Gouvernement à aider la population à s'adapter au changement climatique</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 12. Analyse, suivi et évaluation</p>
<p><b>Activité 7:</b> Donner les moyens aux petits exploitants d'adopter des pratiques agricoles améliorées et viables</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 2. Création d'actifs et appui aux moyens d'existence</p>

**CADRE LOGIQUE**

**But stratégique 1:** Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

**Objectif stratégique 1:** Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

**Résultat stratégique 1:** Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)

**Cibles nationales des ODD et indicateurs:** Effet direct 7 du Plan quinquennal de développement – vivre en sécurité/cible 7.2 – Augmentation de 20 pour cent du nombre de communes à risque ayant accès à des systèmes d'alerte rapide

**Priorités du PNUAD 1:** biens et services de base

**Effet direct stratégique 4.** Les personnes ciblées victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année

*Dimension nutritionnelle*

**Catégorie d'effet direct correspondante**

1.1 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

**Indicateurs d'effet direct**

1.1.1 Score de consommation alimentaire

1.1.2 Indice des stratégies de survie

1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition

1.3.1 *Score de capacité Faim zéro*

1.3.2 Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

**Produit 1:** Les bénéficiaires ciblés victimes de chocs reçoivent des vivres ou des transferts de type monétaire

*Contribue aussi à l'ODD 1*

**Catégorie de produit correspondante**

A. Ressources non assorties/assorties de conditions transférées

B. Aliments nutritifs fournis

**Produit 2:** Des actifs sont créés ou remis en état pour faciliter le redressement immédiat et le relèvement

*Contribue aussi aux ODD 1 et 3*

**Catégorie de produit correspondante**

C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées

D. Actifs créés

E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées

## CADRE LOGIQUE

<p><b>Produit 3:</b> Les plans d'urgence nationaux et les systèmes d'alerte rapide sont renforcés <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 4:</b> Les institutions gouvernementales sont renforcées et reçoivent un appui pour que leurs interventions d'urgence soient efficaces <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 5:</b> Des protocoles sont mis au point pour permettre le suivi et l'évaluation des plans de préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Activité 8:</b> Fournir une assistance technique aux institutions gouvernementales pour renforcer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, et en particulier les systèmes d'alerte rapide et de suivi et d'évaluation concernant la sécurité et la nutrition</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 11. Préparation aux situations d'urgence</p>
<p><b>Activité 9:</b> Compléter l'aide transférée par le Gouvernement aux ménages les plus vulnérables victimes de catastrophes pour favoriser la réussite des opérations de secours et de redressement rapide</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 1. Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</p>

**CADRE LOGIQUE**

<b>But stratégique 2:</b> <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
<b>Objectif stratégique 4:</b> <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
<b>Résultat stratégique 5:</b> <i>Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)</i>	
<b>Cibles nationales des ODD et indicateurs:</b> Effet direct 11 du Plan quinquennal de développement – Le Gouvernement contribue au bien-être de la population et soutient la gouvernance démocratique/cible 11.4 – 100 pour cent des organismes gouvernementaux disposent de mécanismes et de cadres institutionnels permettant à la population de participer aux politiques des pouvoirs publics	
<b>Priorités du PNUAD 3:</b> consensus, gouvernance démocratique et politiques des pouvoirs publics	
<b>Effet direct stratégique 5.</b> Les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition d'ici à 2021	<p><b>Catégorie d'effet direct correspondante</b></p> <p>5.1 Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel</p> <p><b>Indicateurs d'effet direct</b></p> <p>5.1.1 <i>Score de capacité Faim zéro</i></p>
<b>Produit 1:</b> Les capacités du CONASAN sont renforcées pour mieux coordonner les activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre</p> <p>J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p> <p>K. Partenariats appuyés</p> <p>M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<b>Produit 2:</b> Des conseils de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont établis dans les communes les plus touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b></p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre</p> <p>J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p> <p>K. Partenariats appuyés</p> <p>M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>

**CADRE LOGIQUE**

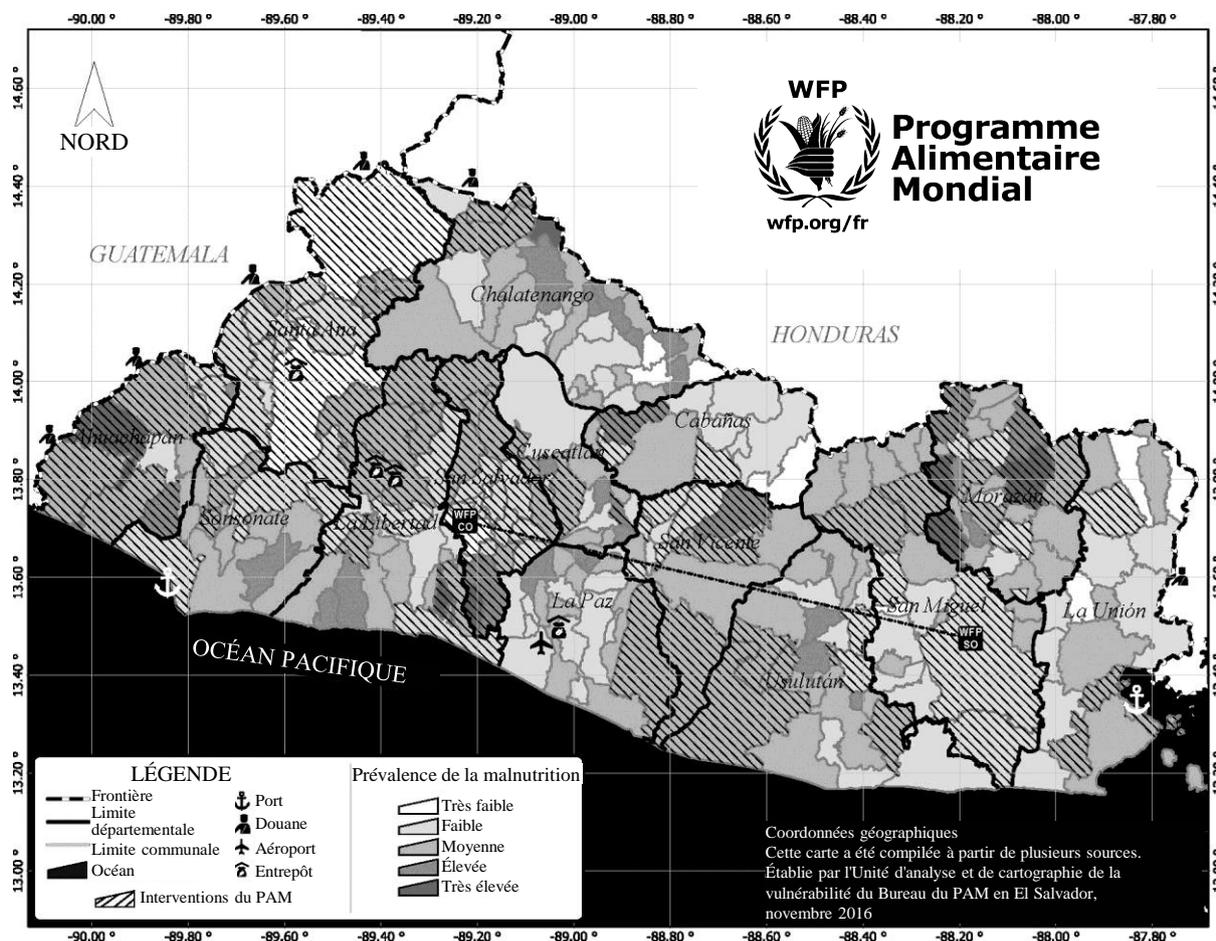
<p><b>Produit 3:</b> Une plateforme de coordination des secteurs public et privé est établie sous les auspices du réseau d'entreprises SUN <i>Contribue aussi à l'ODD 16</i></p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Produit 4:</b> Le Gouvernement participe à la coopération Sud-Sud pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition</p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre J. Réformes de fond identifiées/préconisées K. Partenariats appuyés M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
<p><b>Activité 10:</b> Renforcer les capacités du CONASAN aux échelons national et infranational</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p><b>Activité 11:</b> Miser sur la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et le réseau d'entreprises SUN pour mettre en commun les meilleures pratiques et les connaissances</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p><b>Résultats transversaux:</b> C1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences C2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité C3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM C4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	

## ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS ( <i>en dollars</i> )						
Résultat stratégique du PAM/cible des ODD	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 3 (cible 3 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Total
Effet direct stratégique du PAM	1	2	3	4	5	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Interventions d'urgence	Causes profondes	
Transferts	21 274 746	3 684 178	13 745 590	30 680 352	327 651	<b>69 712 517</b>
Mise en œuvre	2 916 031	819 955	3 424 210	3 178 206	94 100	<b>10 432 502</b>
Coûts d'appui directs ajustés (%)	818 034	174 997	580 839	1 267 960	14 604	<b>2 856 434</b>
<b>Total partiel</b>	<b>25 008 811</b>	<b>4 679 129</b>	<b>17 750 639</b>	<b>35 126 518</b>	<b>436 355</b>	<b>83 001 453</b>
Coûts d'appui indirects (7%)	1 750 617	327 539	1 242 544	2 458 857	30 545	<b>5 810 101</b>
<b>TOTAL</b>	<b>26 759 428</b>	<b>5 006 668</b>	<b>18 993 183</b>	<b>37 585 375</b>	<b>466 900</b>	<b>88 811 554</b>

ANNEXE III

Prévalence de la malnutrition et zones d'intervention du plan stratégique de pays – El Salvador (2017–2021)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

CONASAN	Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
COMET	outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays
DIGESTYC	Direction générale de la statistique et du recensement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISDL	Fonds d'investissement social pour le développement local
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
STPP	Secrétariat technique et à la planification de la présidence
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance